

un programme qui permettrait aux intéressés de relever de concert le prix de l'or. Sinon, le Canada devra chercher à obtenir plus de liberté dans ce domaine de façon que l'or atteigne sur le marché mondial sa véritable valeur conformément au principe de l'offre et de la demande. Nous prions le ministre de nous exposer le programme adopté par le Gouvernement à cet égard. Quelles démarches le Gouvernement a-t-il effectuées auprès du Fonds monétaire international? Quels efforts a-t-il déployés afin d'obtenir l'aide des États-Unis ou d'autres pays en vue du relèvement du prix de l'or? Quel est le programme du Gouvernement? Il faut verser des subventions aujourd'hui parce qu'on n'a pas su envisager de solution durable ni adopter de programme à longue échéance. Les subventions, toutefois, ne peuvent être autre chose, en elles-mêmes, qu'un moyen d'application temporaire en vue de parer à une période d'urgence. Il existe une situation critique. Je présume que, par suite de mesures comme celle que nous étudions, il nous faudra continuer à traîner le pas, au moins tant que les mesures efficaces que j'ai indiquées n'auront pas été prises. Une mesure comme celle qui nous est proposée constitue au mieux un simple expédient. Elle n'est qu'un bouche-trou de fortune. Elle est injuste dans ses effets et en l'envisageant sous l'angle le plus favorable on peut dire que ses effets correctifs ne sont que partiels. Je répète ce que j'ai dit à la Chambre l'an dernier, savoir que le moment est venu pour le Parlement de se consacrer sérieusement à un nouvel examen de la situation générale de l'or et de la politique du Canada à cet égard.

M. J. M. Macdonnell (Greenwood): Monsieur l'Orateur, je désire ajouter quelques mots seulement aux énoncés qui ont été faits, notamment pour souligner l'opinion exprimée par l'honorable représentant d'Eglinton (M. Fleming) selon laquelle la mesure à l'étude ne tend pas réellement à résoudre la situation mais seulement à fournir un palliatif. Il est certes manifeste comme on l'a établi ici cet après-midi que l'industrie de l'extraction de l'or a été au cours de dizaines d'années et peut-être même plus longtemps, pourrait-on dire, une ressource de très grande valeur pour le pays. En 1930, elle constituait encore une ancre de salut. Il me semble que la mesure à l'étude n'est ni une chose ni l'autre. Je songe à cette réflexion bien connue de Churchill, qu'on a répétée partout. Il aurait demandé, dit-on, le nom d'un de ses partisans des banquettes arrières. Lorsqu'on lui a dit que ce nom était Bossom: "Drôle de nom, dit-il, qui n'est ni une chose

ni l'autre". C'est une description exacte, il me semble, de la mesure. Elle n'apportera aucune solution aux problèmes des mines d'or. Elle ne leur permettra que de se maintenir confortablement entre deux eaux et non pas de respirer à l'aise. Elle ne règle pas vraiment la situation. J'espère donc que, lorsqu'il prendra la parole, le ministre répondra de façon satisfaisante aux critiques énergiques qui ont été formulées et donnera une idée des intentions réelles du Gouvernement à ce sujet.

M. G. M. Murray (Cariboo): Monsieur l'Orateur, ce qui a présidé à la création de la Colombie-Britannique a été l'essor de l'exploitation minière dans la région de Cariboo, où on a extrait de larges quantités d'or. Je serais injuste envers près de 2,000 votants de ma circonscription si je ne disais pas quelques mots cet après-midi à l'appui de la mesure dont nous sommes saisis.

Je ne veux pas m'égayer dans la sphère internationale des réformes monétaires où je risquerais de perdre pied. Mais il est vraiment encourageant de constater que des membres de divers partis parlent en faveur de la mesure. Il en est, parmi nos amis à gauche, qui s'expriment autrement sur les tréteaux électoraux. Certains d'entre eux disent que nous pouvons fort bien nous passer d'or, que c'est un produit de gaspillage tout à fait inutile dans le cadre de notre régime monétaire; ils prétendent qu'on peut faire de l'argent par l'usage judicieux d'un stylo. Un autre de nos collègues de ce côté-là est un disciple de feu Karl Marx qui, naturellement, méprisait l'or et attaquait surtout ceux qui avaient la mainmise sur l'or dans les marchés mondiaux. Mais, au Canada, nous sommes des réalistes; nous connaissons bien cette grande industrie. L'industrie de l'extraction de l'or participe également à la défense de notre pays. Certaines nations, qui sont nos adversaires, ont de grandes réserves d'or et d'argent, qui, tous les jours, deviennent plus importantes. En accroissant notre production d'or, nous rendrons au Canada le meilleur service possible.

Cette subvention représentera une certaine aide; c'est un pas dans la bonne voie. Si nous pensons pouvoir payer nos dettes sur le marché mondial moyennant des chiffons de papier, dans l'état où est le monde aujourd'hui, nous faisons une grande erreur. Nos réserves d'or que détient la Banque du Canada et celles qui sont déposées à notre crédit dans d'autres banques, renforcent considérablement notre position.

Pour en revenir à ma propre circonscription, les exploitants des mines d'or ont fourni un grand apport à l'expansion économique de la province. Je pense en ce